Evaluer l'impact social des programmes d'ajustement en Grèce

Vendredi 14 juillet 2017

Lettre adressée par Pervenche Berès, Udo Bullmann, Sven Giegold, Dimitrios Papadimoulis, Ernest Urtasun, membres du groupe de de travail du Parlement européen sur le suivi des mesures relatives à l'assistance financière à la Grèce, à Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, vice-Président en charge de l'Euro et du dialogue social, de la stabilité financière et des services financiers ; Pierre Moscovici, commissaire en charge des Affaires économiques et monétaires ; Marianne Thyssen, commissaire en charge de l'Emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs.

Après l'accord conclu entre Athènes et les institutions sur le troisième programme d'ajustement grec le 7 juillet 2017, j'ai adressé avec certains collègues un courrier à la Commission européenne. Ce programme prévoit en effet de nouvelles réductions des montants des retraites et une diminution significative du seuil de franchise d'impôt, touchant également les pensionnés les plus modestes.

Le Président de la Commission européenne s'était engagé, dans sa première allocution au Parlement européen, à ce que « les programmes de réforme passent à l'avenir non seulement par une évaluation de la soutenabilité budgétaire, mais aussi par une évaluation de l'impact social ».

C'est pourquoi les signataires de cette lettre, en exerçant le pouvoir de contrôle du Parlement européen, demandent à la Commission européenne de s'acquitter de son obligation juridique et de son engagement politique et de procéder à une évaluation complète de l'impact social des mesures du programme grec.

Lire la lettre

[Lettre impact social grèce](#)